

## Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 23 AVRIL 1902.

---

Projet de loi portant approbation de la Convention relative au régime  
des sucres, conclue à Bruxelles, le 5 mars 1902 <sup>(1)</sup>.

---

### RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION <sup>(2)</sup>, PAR M. BEAUDUIN.

---

MESSIEURS,

Les débuts de l'industrie sucrière en Europe ont été extrêmement difficiles; en effet, la canne à sucre est très riche en sucre et son jus très pur fournit, moyennant une préparation très simple, une abondante cristallisation. La betterave, au contraire, lorsque fut démontrée au commencement du siècle dernier la possibilité pratique d'en extraire industriellement du sucre, n'avait qu'une faible teneur saccharine associée à beaucoup de substances organiques et minérales, et la science elle-même n'offrait pas alors, pour une fabrication aussi essentiellement chimique, les ressources acquises depuis.

Il ne fallut rien moins que le blocus continental, les décrets de Napoléon I<sup>er</sup> et l'exonération complète de toute charge fiscale pour décider quelques hommes entreprenants à tenter une extraction industrielle qui n'était justifiée que par quelques essais de laboratoire. Ce sont les primes qui ont présidé à la naissance de l'industrie sucrière en Europe de même qu'elles ont assuré son développement. Née en France, elle a pénétré ensuite en Belgique, puis en Allemagne, en Hollande et en Autriche, rencontrant partout les mêmes difficultés et trouvant partout aussi les mêmes encouragements. Il n'existe aucun pays d'Europe qui à l'heure actuelle en soit doté sans lui faire, sous une forme ou sous une autre, une situation privilégiée.

---

<sup>(1)</sup> Projet de loi, n° 99.

<sup>(2)</sup> La Commission étoit composée de MM. NERINGX, *président*, DE SADELEER, DALLEMAGNE, LEVIE, DELBEKE, BEAUDUIN, DENIS.

Au fur et à mesure que l'industrie affirmait sa vitalité et grandissait son importance, les faveurs de l'État passèrent de l'exonération complète de l'impôt à des exonérations partielles données de diverses façons et qui ont exercé sur son développement une influence aussi remarquable que curieuse à étudier au moment où toute cette organisation va disparaître. Les primes sucrières ont dérivé, jusqu'en ces dernières années, d'une sorte de forfait établi entre l'État et le producteur, laissant à celui-ci le bénéfice de l'impôt sur les suppléments de rendements obtenus au delà de la base légale, véritable encouragement accordé aux meilleurs soins, aux installations les plus parfaites, aux pratiques les plus perfectionnées. Les bases de ce forfait n'ont pas été les mêmes dans les divers pays et les effets en ont été également variés; l'Allemagne, en établissant pendant de longues années l'impôt sur le poids des betteraves mises en œuvre, a poussé vigoureusement à la production culturale des variétés les plus riches et elle en a conservé en quelque sorte aujourd'hui encore le monopole; l'Autriche, en tarifant à une certaine époque, l'impôt d'après les capacités des appareils d'extraction, a contribué d'une façon toute spéciale au perfectionnement de ceux-ci; la Belgique, en fixant dès le principe et jusqu'à l'heure actuelle le rendement légal en proportion du volume et de la densité du jus brut extrait comme première opération de l'usine, a spécialement porté l'attention des fabricants sur la composition du jus et sur son épuration chimique.

Il s'est fait ainsi autour de cette industrie tout un ensemble d'influences diverses puissamment favorables portant simultanément leurs effets non seulement sur la production elle-même considérée quantitativement, mais aussi sur les facteurs essentiels de ses progrès et de sa prospérité. C'est grâce à ce concours que la fabrication du sucre a pris en Europe cet essor formidable qui en moins d'un siècle a eu pour résultat de réduire la canne à sucre, seule matière première jusqu'en 1810, à n'apporter plus qu'un tiers des quantités nécessaires à la consommation mondiale.

La marche rapide de cette production dont la répercussion sur la culture, la propriété, tout le mouvement économique, industriel, ouvrier, financier et industriel a des conséquences incalculables pour les nations, ne pouvait manquer d'exciter les rivalités internationales, lorsque la concurrence entre les producteurs les a mis en présence sur les grands marchés d'exportation. C'est alors que les primes dont le caractère primitif était d'encourager surtout le progrès agricole et industriel, ont été plutôt considérées, en ces dernières années surtout, comme des armes de guerre entre les nations intéressées et rivales. Aux primes indirectes résultant des forfaits décrits ci-dessus ont été ajoutées ou substituées les primes directes visant l'exportation. Les États se sont tour à tour ingénies à en multiplier les formes et les doses, et les producteurs eux-mêmes, mis en appétit, ont poussé l'exploitation de la protection jusqu'à s'associer, fabricants et raffineurs dans les plus grands pays, pour percevoir au détriment des consommateurs, sous forme de cartel, un véritable impôt basé sur l'écart, dit surtaxe, entre le droit d'entrée et le droit de consommation. Cette exploitation a été poussée à tel point dans certains pays, que la valeur totale de leur exportation de sucres n'atteint pas actuellement le montant total des primes tant indirectes que directes encaissées par les producteurs associés.

Les conséquences d'un système arrivé à de tels abus ne pouvaient être douteuses.

L'exagération des primes a eu pour effets en Europe d'imposer aux divers États des charges considérables, ruineuses pour leur trésor; de pousser la production à de tels excès qu'un stock énorme pèse sur tous les marchés, faisant subir aux produits une dépréciation telle qu'il ne reste plus au producteur, malgré les primes, que peu ou pas de bénéfice quand il n'y a pas de pertes; de restreindre la consommation sous la pression des prix élevés s'élevant de plus en plus grâce aux cartels au lieu de descendre parallèlement à l'abaissement du prix d'exportation. Tandis que le système des primes poussé à l'excès est ruineux à la fois, en Europe, pour les États, leurs producteurs et leurs consommateurs, il a atteint la production coloniale dans de telles proportions que les gouvernements intéressés à la prospérité des colonies et notamment les gouvernements américains et anglais ne pouvaient plus considérer avec indifférence passive la détresse des planteurs de cannes à sucre.

Les mesures prises par les États-Unis en 1894, celles plus récentes décrétées par les Indes anglaises, ont marqué la volonté de ces États de neutraliser l'effet des primes par des droits compensateurs; la Grande-Bretagne, à son tour, a exprimé son intention de prendre, elle aussi, des mesures semblables contre les sucres primés d'Europe si celle-ci ne se décidait pas à procéder à leur suppression complète. L'Exposé des motifs relate les longues et multiples négociations internationales qui, commencées en 1863, n'ont réussi qu'une seule fois, lors de la conclusion de la convention de 1864, et les nombreux échecs enregistrés depuis. Rien ne démontre mieux l'importance du problème, la nécessité de le résoudre par voie de convention internationale, les presque insurmontables difficultés de sa solution et ne fait mieux ressortir tout l'honneur mérité par le gouvernement belge qui, par sa persévérante et habile action, a su enfin amener presque tous les États d'Europe à signer, le 5 mars 1902, la convention de la plus haute importance que le Parlement belge est le premier appelé à revêtir de son approbation.

Au moment où va sans doute se clore l'ère des primes et où une ère nouvelle est appelée peut-être à produire de grandes transformations, quelques chiffres et quelques dates paraissent devoir être mis en évidence pour mieux montrer le chemin parcouru et les résultats acquis :

Margraff découvrit le sucre dans la betterave en 1747, et Achard, en 1797, a renouvelé sa démonstration. En 1800, une commission nommée par l'Institut de France parvint à extraire 2 kilogrammes de sucre de 100 kilogrammes de betteraves et l'on fonda sans succès, en France, quelques usines. Pendant les années suivantes, les efforts furent repris, continués et perfectionnés. En 1812, par décret du 15 janvier, Napoléon I<sup>er</sup> imposa dans l'empire français, à certains départements désignés à cet effet, la culture de 100,000 hectares de betteraves. La première sucrerie fut fondée en Belgique, à Visé, par MM. Bosch, Michiels et C<sup>ie</sup>, en 1810. En 1836, la Belgique possédait 35 sucreries produisant ensemble environ 3 millions de kilogrammes de sucre.

La production s'élève, en 1846, à une prise en charge de 4,299,719 kilo-

grammes; en 1856, à 15,300,909; en 1866, à 39,132,879; en 1876, à 45,628,182; en 1886, à 94,119,548; en 1896, à 233,036,000 et, enfin, en 1901-1902, à 303,959,868.

La production du sucre de canne et de betterave a atteint, à partir de 1874-1875 les chiffres globaux suivants :

|                     |                                    | Tonnes.   |
|---------------------|------------------------------------|-----------|
| 1874-1875 . . . . . | Betteraves . . . . .               | 1,184,480 |
|                     | Canne (pays exportateurs). . . . . | 2,012,420 |
| 1880-1881 . . . . . | Betteraves . . . . .               | 1,768,136 |
|                     | Canne : . . . . .                  | 2,090,000 |
| 1890-1891 . . . . . | Betteraves . . . . .               | 3,711,000 |
|                     | Canne . . . . .                    | 2,554,000 |
| 1900-1901 . . . . . | Betteraves (Europe). . . . .       | 6,020,000 |
|                     | Canne . . . . .                    | 3,440,000 |
| 1901-1902 . . . . . | Betteraves (Europe). . . . .       | 6,880,000 |
|                     | Canne (estimation) . . . . .       | 3,700,000 |

|                                                                 |           |
|-----------------------------------------------------------------|-----------|
| Le stock prévu pour le 1 <sup>er</sup> septembre 1902 dépassera |           |
| le chiffre de tonnes . . . . .                                  | 2,000,000 |
| contre l'an dernier à la même époque . . . . .                  | 989,000   |

La prime dérive, depuis l'origine de notre législation sucrière en Belgique (3 avril 1843), de la différence entre le rendement légal, basé sur le volume et la densité du jus extrait, et le rendement réel. Le rendement légal, qui était alors de 1,200 grammes de sucre par hectolitre de jus extrait et pour chaque degré de densité, a été progressivement élevé à 2,000 grammes. Il n'existe aucun moyen de fixer directement le montant de la prime. L'Exposé des motifs évalue la consommation belge à 60 millions de kilogrammes de sucre raffiné au droit de fr. 51.13; il nous paraît plus exact d'admettre cette quantité en sucre brut, au taux de 45 francs les 100 kilogrammes. Sur cette base, le produit total de l'impôt serait de 27 millions de francs. Le Trésor public ayant perçu, en 1901, la somme de 11,917,000 francs, tout réuni, il ne pourrait rester comme total des primes qu'environ 15 millions de francs. D'autre part, il est incontestable qu'une partie de cette somme a été absorbée par d'anciens stocks, par la prime des droits, par les primes données au travail des mélasses, à la raffinerie, spécialement la candiserie, et qu'il faut ainsi ramener la prime réelle touchée par les fabricants de sucre à 12 millions de francs, soit fr. 3.96 par 100 kilogrammes de sucre pris en charge. Ce calcul laisse de côté la prime directe et temporaire accordée par la loi du 6 janvier 1902.

Au moment où tous les États européens exportateurs, sauf la Russie qui est restée en dehors de la Conférence, renoncent au système des primes, il est intéressant de comparer à la prime belge les primes données par les principaux États.

Cette constatation donne la mesure des avantages abandonnés par les pays et permet de mieux apprécier ainsi les conditions de la libre concurren-

rence à laquelle betterave et canne vont se livrer à l'avenir. Les calculs qui ont été produits à la conférence aboutissent à la constatation des primes que se partagent les fabricants et les raffineurs, en y comprenant les bénéfices des cartels. Il en résulte que si l'on considère la situation respective des producteurs européens d'après la somme des avantages que la convention leur enlèvera dans chaque pays, on n'hésitera pas à reconnaître que les fabricants de sucre ne seront pas plus atteints en Belgique par la suppression des primes que les fabricants des autres pays. A d'autres points de vue, la même conclusion paraît s'imposer : le régime économique, résultat du libre échange, est en Belgique particulièrement favorable; le développement des moyens de transport et d'exportation assure des relations faciles avec les pays de destination; l'outillage financier et scientifique du pays supporte la comparaison avec ses concurrents les plus favorisés; en résumé, la transformation industrielle s'exécute chez nous dans des conditions telles que la libre concurrence des nations ne doit pas effrayer nos producteurs. Cependant, il est deux côtés du problème qui inspirent plus d'inquiétudes : d'abord, la culture a jusqu'à présent obtenu en Belgique des prix pour la betterave sensiblement plus élevés, en Hesbaye surtout, que dans les autres pays d'Europe, et il est incontestable que les prix que les fabricants pourront offrir à l'avenir aux cultivateurs, sur la base des cours de sucre en perspective et sans prime aucune à partir de 1903, seront de nature à rendre plus difficiles encore les rapports entre l'agriculture et l'industrie. Aussi il est dès à présent nécessaire de signaler à Monsieur le Ministre des Chemins de fer les tarifs relativement très élevés auxquels sont soumis en Belgique les transports de tous les produits intéressant l'agriculture sucrière. Ensuite, la faible importance du marché intérieur en Belgique rend notre production plus tributaire de l'étranger que celle des autres pays et notre situation par conséquent plus difficile que celle de nos concurrents dont la plupart ne doivent exporter qu'une bonne moitié de leur production, tandis que nous exportons les cinq sixièmes.

La convention égalise donc les conditions de la concurrence entre les pays européens; mais le problème s'étend aussi hors d'Europe : la lutte entre la canne et la betterave qui, grâce aux primes, a depuis cinquante années tourné au profit de l'Europe, constituera, au point de vue spécial qui nous occupe, la dominante de l'avenir; sans doute, les États-Unis d'Amérique et les Indes anglaises auront à supprimer les droits compensateurs des primes, mais il n'en reste pas moins vrai que les grandes colonies telles que Java et Cuba, et les États-Unis eux-mêmes, semblent devoir développer encore considérablement leur production sucrière. Or, Java et Cuba produisent à prix de revient actuellement plutôt inférieurs aux prix de l'Europe et, d'autre part, les États-Unis, restés en dehors du concert international, conservent toute faculté de maintenir et d'augmenter les primes qu'ils donnent à leurs producteurs. Conséquence qui sera encore aggravée probablement par l'octroi d'un tarif de faveur aux sucres cubains entrant aux États-Unis.

Il est permis aussi d'ajouter à ces regrets et à ces appréhensions l'isolement de la Russie, grande nation productrice, exportant elle-même d'assez grandes quantités et entourant ses producteurs d'une telle protection douanière dont le gouvernement se fait lui-même entre eux le distributeur et le

régulateur des avantages, que, malgré tout, l'excès de sa production aussi fortement primée pourrait déborder de plus en plus à l'avenir vers les pays qui, n'ayant pas adhéré à la convention, recevront les sucres russes sans les atteindre par les droits compensateurs prévus par l'article 4 de la convention dont nous reparlerons plus loin.

Il résulte de ces considérations que le véritable remède à la situation grave actuelle, plus grave encore au moment où tomberont les primes, consiste dans un notable accroissement de la consommation. C'est ce que certains États ont déjà cherché à réaliser en faisant coïncider de notables réductions d'impôts avec la mise en vigueur du nouveau régime.

L'Exposé des motifs du projet de loi annonce l'intention du Gouvernement belge de réduire l'impôt de fr. 54.15 à 15 francs, ce qui, sur la base d'un chiffre de consommation qui ne tardera pas à s'élever à 60,000,000 de kilogrammes de sucre raffiné, constitue pour le pays une économie de plus de 21,000,000 de francs du chef de l'impôt.

Le Gouvernement français a de son côté déposé un projet de loi réduisant l'impôt de 60 à 40 francs pour commencer.

En Allemagne et en Autriche, la diminution des surtaxes de 11 florins, d'une part, et de 20 marks, d'autre part, au taux uniforme pour tous les États fixé par la convention à 6 francs, constituera, par la suppression des cartels rendus impossibles, un abaissement de presque 20 francs aux 100 kilogrammes, indépendamment des réductions espérées sur le taux même de l'impôt.

A ce sujet, certains membres de la Commission ont exprimé leur désir de voir supprimer totalement l'impôt en Belgique, et tout en approuvant le projet de loi, ils ont fait toutes leurs réserves sur ce point pour l'avenir. L'Exposé des motifs indique que l'abaissement à 15 francs, taux correspondant à celui de l'accise sur la bière, constitue la limite extrême à laquelle la nécessité de ne pas compromettre le rendement de cette accise oblige d'arrêter la réduction d'impôts. En effet, le régime d'accise sur la bière est établi de la façon suivante : 1 kilogramme de farine étant frappé d'un droit de 10 centimes et le rendement légal de chaque kilogramme étant de 25 litres de moût à 1 degré de densité, à la température de 17 1/2 degrés centigrades (art. 5 de la loi du 20 août 1885), il s'ensuit que le brasseur paie un droit d'accise de 40 centimes par hectolitre de moût et par degré densimétrique.

Or, 1 hectolitre de moût à 1 degré contient 2,600 grammes d'extrait sec. On trouve ainsi qu'en brasserie 100 kilogrammes d'extrait sec acquittent un droit d'accise de fr. 15.38

$$\frac{0.40 \times 100}{2.600} = 15.38.$$

D'autre part, 100 kilogrammes d'extrait sec correspondent à environ 100 kilogrammes de sucre pur. Pour réaliser l'équivalence avec le droit d'accise sur les bières, le sucre doit donc supporter un droit de 15 francs les 100 kilogrammes.

Si le droit sur le sucre était supprimé ou réduit à moins de 15 francs, le brasseur pourrait impunément ajouter du sucre aux moûts de bière posté-

rieurement au contrôle du volume et de la densité de ces derniers; cette addition peut se faire en tout temps, non seulement dans les brasseries, mais partout ailleurs après que la bière est sortie des brasseries, soit dans les magasins des mélangeurs, soit dans les caves des débitants; ce serait donc l'organisation de la fraude.

On sait que dans l'état actuel de la science, il est impossible de distinguer le sucre saccharose du sucre provenant de la saccharification des matières amylacées utilisées en brasserie.

Tout en reconnaissant le fondement de ces considérations, dans le présent, il est néanmoins utile de signaler la haute valeur du sucre comme aliment de premier ordre, *élément d'énergie, source primordiale de force musculaire et de chaleur dans l'économie animale*. Tels sont les termes que nous trouvons dans une étude toute récente parue le 14 mars dernier dans la revue agronomique du journal *Le Temps*, sous la signature de M. L. Grandeau, agronome réputé. L'étude de ce savant constate que le sucre ne doit plus être considéré comme un condiment seulement, mais comme devant faire partie essentielle d'une alimentation rationnelle. Les expériences multiples et concluantes consignées dans le travail très complet de M. Grandeau auquel nous renvoyons, démontrent les effets de l'emploi du sucre constatés de la façon la plus évidente dans l'alimentation du soldat, des ascensionnistes, des cyclistes, et prouvent que tout homme astreint à une forte dépense de forces trouve dans le sucre un reconstituant d'énergie d'une valeur inappréciable. C'est assez dire qu'il importe d'en abaisser le prix pour mettre la consommation à la portée des classes populaires qui, elles surtout, en ont le plus grand besoin. Il est à souhaiter que tout au moins des expériences soient faites dans l'alimentation du soldat belge, dans le plus bref délai, ainsi que l'ont déjà fait avant nous d'autres pays.

\*  
\* \*

La convention soumise à l'approbation du Parlement divise les contractants en pays exportateurs et en pays qui n'exportent pas. Pour les premiers, elle consacre la suppression de toutes les primes, directes et indirectes, définies par l'article premier, et elle fixe, à cet effet, à 6 francs par 100 kilogrammes de raffiné le maximum de la surtaxe autorisée. Cette surtaxe est assez élevée pour réserver aux producteurs le marché intérieur de leur pays, et elle est trop faible pour qu'elle puisse donner lieu à des primes de nature à fausser les conditions de libre concurrence internationale. Quant aux seconds, aussi longtemps qu'ils n'exportent pas, ils sont en droit de régler comme ils l'entendent les avantages accordés à leur production.

Comme mesure pour assurer l'application de ces dispositions, les mêmes Hautes Parties contractantes s'engagent à frapper, à l'importation sur leur territoire d'un droit spécial égal aux primes dont ils jouiraient, tous les sucres originaires du pays qui accorderaient des primes, soit à la production, soit à l'exportation.

Dans le sein de la Commission, un membre a signalé ce droit spécial comme portant atteinte au principe du libre échange unilatéral, en vertu duquel chaque État a le droit de profiter des réductions de prix dont

jouiraient les consommateurs, à raison des primes octroyées par d'autres pays. Mais il importe de remarquer que c'est précisément l'établissement contractuel de ce droit spécial éventuel qui a permis aux États signataires de consentir à une suppression complète de leurs primes, suppression qu'ils n'auraient évidemment pas admise s'ils n'avaient eu la certitude que leurs exportations ne rencontreraient pas chez les co-contractants une concurrence faussée ailleurs par des primes.

Au cours de l'examen des autres articles, le même membre a signalé la nécessité d'élargir le marché international, en étendant, le plus possible, les adhésions à la Convention aux pays restés en dehors, et dans cet ordre d'idées, il a demandé si l'article 9 § 1<sup>er</sup>, exigeant pour ces adhésions nouvelles l'avis conforme de la Commission permanente, n'aurait pas dans l'application de la Convention une action restrictive contraire à son but.

Dans le cours de la discussion soulevée par cette observation, il a été reconnu que le désir naturel de tous les signataires est de voir le plus de pays possible se rallier à la Convention en y conformant leurs législations; or, l'intervention de la Commission permanente est précisément appelée pour vérifier cette conformité, condition préalable nécessaire pour donner à tous la garantie d'une application loyale.

\* \* \*

L'industrie sucrière traverse une crise intense qui exige une réduction de la production; plus cette réduction se fera attendre et plus durera la crise. Les délégués de la Belgique à la Conférence ont vainement tenté d'obtenir, dès l'année en cours, une entente générale pour assurer ce résultat, et, dès lors, il ne reste plus qu'à attendre de la pression même de la crise le rétablissement de l'équilibre.

En résumé, la Convention constitue un acte de sagesse collective, accompli malgré les complications d'un des plus difficiles problèmes internationaux que les États aient eu à résoudre; elle fait entrer la production sucrière dans le droit commun et elle soustrait ainsi à d'incessantes perturbations les grands intérêts agricoles et industriels en présence; elle aura pour effet de supprimer les stimulants artificiels qui en ces dernières années ont surexcité les productions au delà de toute limite; elle assurera une réduction considérable des charges fiscales qui pèsent sur le sucre et, par conséquent, par l'abaissement des prix, une large extension de la consommation, au profit des classes populaires pour lesquelles le sucre est encore à l'heure actuelle un aliment de luxe; elle procure à la Belgique une solution conforme aux desiderata que ses producteurs ont de tout temps exprimés en leur donnant dans la concurrence internationale cette égalité qu'ils n'ont nullement à redouter; le pays recevra par elle, sans aucun sacrifice pour le Trésor, une diminution de charges du chef de l'impôt abaissé à 15 francs, équivalant à environ vingt millions de francs annuellement. Nous répétons, avec l'honorable Président de la Conférence, que l'œuvre de solidarité internationale ainsi accomplie est avant tout une œuvre de paix; elle servira de précédent et ouvrira peut-être les voies à d'autres manifestations pacifiques collectives dans le domaine éco-

nomique et social. Nous ajoutons, pour terminer, que l'acte considérable ainsi accompli marquera dans l'histoire une date mémorable qui fera honneur au Gouvernement belge, lequel en a été le principal instrument, et au Parlement belge, qui sera sans doute le premier à le ratifier. La Belgique a le droit d'en être fière.

La Commission, sous les réserves ci-dessus mentionnées, s'associe au vœu du Gouvernement de voir la Chambre s'occuper dans le plus bref délai de l'examen du projet de loi qu'elle approuve à l'unanimité de ses membres.

*Le Secrétaire,*  
BEAUDUIN.

*Le Président,*  
NERINCX.



## Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 23 APRIL 1902.

---

Ontwerp van wet tot goedkeuring der overeenkomst betreffende de wetgeving op de suiker, op den 5<sup>n</sup> Maart 1902 te Brussel gesloten <sup>(1)</sup>.

---

### VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE <sup>(2)</sup> UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BEAUDUIN.

---

MIJNE HEEREN,

In Europa ving de suikernijverheid uiterst lastig aan; want zoo suikerriet een rijk gehalte aan suiker heeft en zijn zeer zuiver sap, mits eene eenvoudige bereiding, overvloedige kristalvorming verwekt, met beetwortelen was dit niet het geval. Toen bij den aanvang der vorige eeuw werd bewezen, dat het practisch mogelijk was daaruit suiker te trekken, toch had die plant maar weinig suikergehalte, vermengd met vele organische en minerale stoffen, en toen bezat de wetenschap zelve, voor eene zoo hoofdzakelijk scheikundige bewerking, nog niet de sedert dien verworven middelen.

Niets minder dan de vastelands-insluiting, de decreeten van Napoleon I en volstrekte vrijstelling van elke belasting was noodig om eenige vastberaden mannen te doen besluiten om door nijverheidsmiddelen het uittrekken van suiker uit beetwortelen te beproeven, waarover tot dan toe slechts weinige proeven in laboratoriums waren genomen. Aan de premiën had de suikernijverheid in Europa haar ontstaan te danken, en zij verzekerden hare ontwikkeling. In Frankrijk tot stand gekomen, drong zij vervolgens in België, Duitschland, Nederland en Oostenrijk door, ontmoette overal dezelfde bezwaren, doch ook overal dezelfde aanmoediging. Thans bestaat zij in ieder land van Europa, is zij onder dezen of genen vorm bevoorrecht.

---

(1) Wetsontwerp, n<sup>o</sup> 99.

(2) De Commissie bestond uit de heeren NERINCX, voorzitter, DE SADELEER, DALLEMAGNE, LEVIE, DELBEKE, BEAUDUIN en DENIS.

Naarmate de nijverheid blijk gaf van levenskracht en in aanzien toenam, werd de bescherming door den Staat in plaats van volkomen, gedeeltelijke ontslaging van belasting, op onderscheidene wijze toegestaan, wat op de ontwikkeling van deze nijverheid eenen zoo merkwaardigen invloed had, dat het niet van belang is ontbloot hem te bestudeeren, op 't oogenblik dat gansch deze inrichting staat te verdwijnen. Tot in de laatste jaren, sproten de suikerpremiën voort uit een soort van akkoord tusschen den Staat en den voortbrenger, dezen het voordeel latende van de belasting op de meerdere voortbrenging dan naar den wettelijken grondslag, eene wezenlijke aanmoediging tot meerdere zorg, betere inrichting, meer volmaakte bewerking. De grondslagen van dit akkoord verschilden van land tot land, en zoo ook de gevolgen; Duitschland, dat jarenlang de belasting hief naar het gewicht der verwerkte beetwortelen, gaf eenen krachtigen stoot aan het telen van de rijkste verscheidenheden, en tot heden toe behield zij daarvan als 't ware het monopolie; Oostenrijk, dat op zeker tijdstip de belasting regelde naar den inhoud der uittrekkings-toestellen, droeg inzonderheid bij tot dezer verbetering; België, dat van in den beginne en tot heden de wettelijke opbrengst bepaalde in verhouding tot den omvang en de dichtheid van het ruw sap, als eerste fabrieks-verrichting uitgetrokken, vestigde vooral de aandacht der fabrikanten op het gehalte van het sap en dezes scheikundige zuivering.

Zoo ondervond deze nijverheid allerhanden machtigen invloed, die zich niet alleen deed gevoelen op de voortgebrachte hoeveelheid, maar ook op de hoofdbestanddeelen van haren vooruitgang en haren bloei. Dank aan dien samenloop van omstandigheden, kreeg de suikerfabricatie in Europa die machtige uitbreiding, welke in min dan eene eeuw bewerkte dat suikerriet, tot in 1810 de eenige grondstof, nog slechts voor een derde bijdroeg in de noodige hoeveelheid voor 't verbruik der gansche wereld.

De snelle vooruitgang van deze voortbrenging, welker invloed op den landbouw, den eigendom, gansch de huishoudkundige beweging, zoowel van het standpunt der nijverheid als van den arbeid en van het geldwezen, onberekenbare gevolgen heeft voor alle volken, moest onvermijdelijk onder deze wedijver verwekken, toen zij, ten gevolge van mededinging onder voortbrengers, tegenover elkander stonden op de groote markten voor den uitvoer. Toen werden de premiën, oorspronkelijk bestemd om inzonderheid den vooruitgang van landbouw en nijverheid te bevorderen, in de laatste jaren vooral beschouwd als strijdwapen onder de belanghebbende mededingende landen. De onrechtstreeksche premiën, gevolg van bovenbedoeld akkoord, kregen als toevoegsel of werden vervangen door rechtstreeksche premiën voor den uitvoer. De verschillende Staten waren er op uit ze in allerhanden vorm en bedrag te vermenigvuldigen, en de daardoor aangelokte voortbrengers trokken zoozeer baat uit de bescherming, dat in de grootste landen fabrikanten en raffinadeurs zich vereenigden, om ten nadeele der verbruikers, in de gedaante van een kartel, eene wezenlijke belasting te heffen, op grond van het verschil — de zoogezegde bijbelasting — tusschen het invoer- en het verbruiksrecht. In sommige landen werd dit exploiteeringstelsel zooverre gedreven, dat de gansche waarde van hunnen uitvoer aan

suiker thans niet zooveel bedraagt als het beloop van de zoo onrecht- als rechtstreeksche premien, door de vereenigde voortbrengers getrokken.

De gevolgen van een stelsel, dat aanleiding gaf tot zulke misbruiken, konden niet twijfelachtig zijn.

De overdreven premien legden de verschillende Staten van Europa aanzienlijke en voor hunne schatkist schadelijke lasten op; zij dreven de voortbrenging zooverre, dat een overgroote voorraad op al de markten drukt en de producten zoozeer verlaagt, dat er den voortbrenger, ondanks de premien, nog weinig winst overblijft, zoo hij geen verlies lijdt; zij beperkten het verbruik, onder den druk der hooge prijzen, die steeds stegen ten gevolge van de kartellen, in plaats van te dalen in verhouding tot de daling van den uitvoerprijs. Terwijl het overdreven premiéstelsel in Europa schadelijk is voor de Staten, dezer voortbrengers en verbruikers, trof het zoozeer de koloniale voortbrenging, dat de regeeringen, welker belang is gelegen in den voorspoed der kolonien, en wel de Amerikaansche en de Engelsche regeering, niet meer lijdelijk onverschillig konden blijven aan den nood der planters van suikerriet.

De maatregelen, in 1894 genomen door de Vereenigde Staten en nog later door Engelsch-Indië, gaven blijk van den wil dier Staten om het uitwerksel der premien te verijdelen door vergoedingsrechten; op zijne beurt, drukte Engeland het inzicht uit om dergelijke maatregelen te nemen tegen de premiegenietende suiker uit Europa, zoo dit laatste niet besloot tot volkomen intrekking der premien. In de Memorie van toelichting staan de langdurende veelvuldige internationale onderhandelingen vermeld, die, in 1863 aangevangen, slechts eenmaal, bij 't sluiten der overeenkomst in 1864, gelukten, alsmede de talrijke volgende mislukkingen. Niets bewijst beter hoe gewichtig het vraagstuk is, hoe noodig het blijkt het door eene internationale overeenkomst op te lossen, in welke mate de oplossing schier onoverkomelijke bezwaren oplevert, en niets doet beter al de eer uitschijnen, welke toekomt aan de Belgische regeering, die door volhardend en bedreven handelen nagenoeg al de Europeesche Staten overhaalde om den 5<sup>en</sup> Maart 1902 de hoogst gewichtige overeenkomst te onderteekenen, waaraan het Belgische Parlement wordt verzocht zijn zegel te hechten.

Op 't oogenblik dat ongetwijfeld het tijdvak der premien verstreken zal zijn en wellicht een nieuw tijdvak aanzienlijke vervormingen beleven moet, schijnen zekere cijfers en datums op den voorgrond te moeten geplaatst worden, om beter te doen uitkomen hoeveel weg er is afgelegd, welke uitslagen zijn verworven.

In 1747, ontdekte Margraff suiker in beetwortelen, in 1797 herhaalde Achard dit bewijs. In 1800, slaagde eene door het *Institut de France* aange-stelde commissie er in, 2 kilo suiker uit 100 kilo beetwortelen te halen, en zonder goed gevolg werden in Frankrijk eenige fabrieken opgericht. De volgende jaren werd de poging hernomen, voortgezet en verbeterd. Bij decreet van 15 Januari 1812, drong Napoleon I aan zekere daartoe aangeduide departementen van 't Fransche keizerrijk de verplichting op, 100,000 hectaren beetwortelen te beplanten. De eerste Belgische suikerfabriek werd in 1810 te Vise gesticht door de heeren Bosch, Michiels en Co. In 1836, bezat

**België 35 suikerfabrieken, die te zamen nagenoeg 3 millioen kilo suiker voortbrachten.**

In 1846, bereikt de aanslag 4,299,749 kilo; 13,300,909 in 1856; 39,132,879 in 1866; 45,628,182 in 1876; 91,119,548 in 1886; 235,036,000 in 1896, en eindelijk 303,959,868 in 1901-1902.

Te rekenen van 1874-1875, beloopt het voortbrengen van riet en van beetsuiker, deze cijfers :

|                     |                                            | Ton.      |
|---------------------|--------------------------------------------|-----------|
| 1874-1875 . . . . . | { Beetwortelen . . . . .                   | 1,184,480 |
|                     | { Suikerriet (uitvoerende landen). . . . . | 2,012,420 |
| 1880-1881 . . . . . | { Beetwortelen . . . . .                   | 1,768,136 |
|                     | { Suikerriet . . . . .                     | 2,090,000 |
| 1890-1891 . . . . . | { Beetwortelen . . . . .                   | 3,711,000 |
|                     | { Suikerriet . . . . .                     | 2,554,000 |
| 1900-1901 . . . . . | { Beetwortelen (Europa). . . . .           | 6,020,000 |
|                     | { Suikerriet . . . . .                     | 3,440,000 |
| 1901-1902 . . . . . | { Beetwortelen (Europa). . . . .           | 6,880,000 |
|                     | { Suikerriet (raming). . . . .             | 3,700,000 |

|                                                      |           |
|------------------------------------------------------|-----------|
| De tegen 1 September 1902 geraamde voorraad zal meer |           |
| bedragen dan . . . . .                               | 2,000,000 |
| tegen verleden jaar op hetzelfde tijdstip . . . . .  | 989,000   |

Sedert den aanvang onzer wetgeving op de suiker (3 April 1843), spruit de premie voort uit het verschil tusschen de wettige opbrengst, gegrond op den omvang en de dichtheid van het uitgetrokken sap en de wezenlijke opbrengst. De wettige opbrengst, die toen 1,200 gram suiker per hectoliter sap bedroeg voor iederen dichtheidsgraad, werd toenemend verhoogd tot 2,000 gram. Er bestaat geen middel om rechtstreeks het bedrag der premie te bepalen. De Toelichting schat het Belgisch verbruik op 60 millioen kilo gezuiverde suiker tegen fr. 51.13 belasting; 't komt ons nauwkeuriger voor, die hoeveelheid aan te nemen in ruwe suiker, tegen 45 frank rechten per 100 kilo. Op dien voet, zou de belasting 27 millioen frank opbrengen. In 1901 trok de Openbare Schatkist 11,917,000 frank in 't geheel, zoodat er als totaal der premiën nagenoeg 15 millioen frank kon overblijven. Anderzijds werd onbetwistbaar een gedeelte van deze som opgeslorpt door vroegeren voorraad, door de premie der rechten, door de premiën voor 't bewerken van stroop, aan de raffinadeurs, inzonderheid de kandijmakers, en moet aldus de wezenlijk door de suikerfabrikanten getrokken premie herleid worden tot 12 millioen frank, of fr. 3.96 per 100 kilo in aanslag genomen suiker. Deze berekening laat de rechtstreeksche en tijdelijke premie ter zijde, door de wet van 6 Januari 1902 toegestaan.

Op 't oogenblik dat alle uitvoerende Europeesche Staten — behalve Rusland, dat buiten de Conferentie bleef — afzien van het premiestelsel, is 't niet van belang ontbloot de Belgische premie te vergelijken met die welke de voornaamste Staten toestaan.

Deze vergelijking geeft den maatstaf van de voordeelen, waarvan de Staten afzien, en laat aldus beter oordeelen over de voorwaarden der vrije mededinging, welke voortaan bestaan zal tusschen beetwortel en suikerriet. De cijfers, ter Conferentie aangehaald, bewijzen welke premiën fabrikanten en raffinadeurs onder elkander verdeelden, inbegrepen de winst der kartellen. Daaruit volgt, dat zoo men den wederzijdschen toestand der Europeesche voortbrengers beoordeelt naar de voordeelen die de overeenkomst hun in ieder land ontnemen zal, men gereedelijk erkennen zal dat de suikerfabrikanten in België niet meer getroffen worden door het intrekken der premiën dan de fabrikanten in andere landen. In meer dan één ander opzicht, schijnt dezelfde gevolgtrekking te moeten gemaakt worden : het huishoudkundig stelsel, gevolg van vrijhandel, is in België bijzonder gunstig; de uitbreiding der vervoer- en uitvoermiddelen verzekert gemakkelijke betrekkingen met de bestemmingslanden; onze inrichting, op financieel en wetenschappelijk gebied, kan de vergelijking doorstaan met de meest bevoordeelde mededingers; kortom, de vervorming der nijverheid geschiedt ten onzent in zulke voorwaarden, dat onze voortbrengers niet beducht hoeven te zijn voor vrije mededinging. Toch wekken twee zijden van het vraagstuk meer onrust op : in de eerste plaats, verkreeg de landbouw tot hertoe in België, vooral in Haspegouw, merkelijk hoogere prijzen voor de beetwortelen dan in andere Europeesche landen, en onbetwistbaar is het, dat de prijzen, welke de fabrikanten voortaan den landbouwers kunnen aanbieden op den grondslag der verwachte prijzen van de suiker, en zonder hoegenaamde premie, te beginnen met 1905, de betrekkingen tusschen landbouw en nijverheid nog moeilijker zullen maken. Ook dient van nu af de aandacht van den heer Minister van Spoorwegen gevestigd op de betrekkelijk zeer hoge prijzen, betaald voor 't vervoer van voortbrengselm ten behoeve der suikernijverheid. Vervolgens, maakt het gering belang der inlandsche markt onze voortbrenging meer afhankelijk van den vreemde dan in andere landen, welke voor 't meerendeel slechts ruim de helft van hunne voortbrenging moeten uitvoeren, terwijl wij vijf zesden uitvoeren.

De overeenkomst maakt dus de voorwaarden van mededinging onder de Europeesche landen gelijk; doch het vraagstuk strekt zich ook buiten Europa uit : de strijd tusschen suikerriet en beetwortel, die dank aan de premiën sedert vijftig jaar ten voordeele van Europa uitviel, zal in het bijzonder opzicht waarmede wij ons onledig houden, voortaan overheerschend zijn; ongetwijfeld zullen de Vereenigde-Staten van Amerika en Engelsch-Indië de vergoedingsrechten der premien moeten intrekken; toch blijft het waar, dat groote koloniën als Java en Cuba, en de Vereenigde-Staten zelve, hunne suikervoortbrenging nog aanzienlijk schijnen te moeten uitbreiden. Welnu, Java en Cuba brengen thans tegen veel lageren kostenden prijs voort dan Europa, en anderzijds behouden de Vereenigde-Staten, buiten de internationale overeenkomst gebleven, alle vrijheid om de premiën, die zij hunnen voortbrengers betalen, te handhaven en te verhoogen. Waarschijnlijk zal dit gevolg nog erger worden door het toestaan van een gunsttarief voor Cubaansche suiker die in de Vereenigde-Staten komt.

Ook mag aan dit leedwezen, aan die vrees worden toegevoegd de afzonde-

ring van Rusland, eene groote beschermingsgezinde mogendheid, die zelve tamelijk groote hoeveelheden uitvoert en hare voortbrengers op tolgebied zoozeer beschermt, dat de regeering zelve onder hen de voordeelen verdeelt en regelt, en dat ondanks alles, het overschot van hare zoo sterk geprimeerde voortbrenging voortaan immermeer zou kunnen overstroomen naar landen die, de overeenkomst niet toetredende, Russische suiker zullen ontvangen, zonder er de vergoedingsrechten op te heffen, voorzien door artikel 4 der overeenkomst, waarvan wij verder zullen spreken.

Uit deze bedenkingen volgt, dat het echte middel tegen den huidige ergen toestand, nog erger op 't oogenblik dat de premiën zullen vervallen, te vinden is in eene merkelijke toename van het verbruik. Dat hebben reeds verschillende Staten betracht, en zij deden het van kracht worden van het nieuwe stelsel gepaard gaan met merkelijke verlaging van belasting.

In hare Toelichting kondigt de Regeering het inzicht aan, de belasting van fr. 51.15 te verlagen tot 15 frank, wat, op den voet van een verbruik, dat eerlang 60,000,000 kilo geraffineerde suiker bedragen zal, voor het land eene bezuining is van meer dan 21,000,000 frank wegens de belasting.

Harerzijds legde de Fransche regeering een wetsontwerp over, waarbij om te beginnen de belasting van 60 tot 40 frank wordt verminderd.

In Duitschland en Oostenrijk zal de verlaging der bijbelasting van 11 gulden ter eenere, van 20 mark ter andere, tot het voor al de Staten op 6 frank bepaald bedrag, door het verdwijnen der onmogelijk gemaakte kartellen, eene verlaging van bij de 20 frank per 100 kilo verwekken, ongeminderd de gehoopte verlaging van 't bedrag der belasting zelve.

Naar aanleiding daarvan, drukten sommige leden der Commissie den wensch uit, dat de belasting in België volkomen zou ingetrokken worden, en, al keuren zij het wetsontwerp goed, toch maakten zij voorbehoudingen voor de toekomst. Volgens de Toelichting, is de verlaging tot 15 frank, wat overeenkomt met den accijns op het bier, de uiterste grens waar men bij verlaging van belastingen moet ophouden, wil men de opbrengst van dien accijns niet in gevaar brengen. Het stelsel van accijns berust trouwens op deze grondslagen : 1 kilo meel betaalt 10 centiemen recht en de wettelijke opbrengst van iederen kilo is 25 liter most, tegen 1 graad dichtheid, ter temperatuur van 17 1/2 graad centigraad (artikel 3 der wet van 20 Augustus 1885), zoodat daaruit volgt, dat de brouwer een accijnsrecht van 40 centiemen per hectoliter most en per dichtheidsgraad betaalt.

Welnu, 1 hectoliter most tegen 1 graad bevat 2,600 gram droog uittreksel. Zoo bevindt men dat de brouwers voor 100 kilo uittreksel fr. 15.38 accijnsrecht betalen :

$$\frac{0.40 \times 100}{2.600} = 15.38.$$

Anderzijds, komen 100 kilo droog uittreksel overeen met nagenoeg 100 kilo zuivere suiker. Om gelijk te staan met het accijnsrecht op bier, moet suiker dus een recht van 15 frank per 100 kilo betalen.

Werd het recht op de suiker afgeschaft of tot min dan 15 frank verlaagd, dan kan de brouwer ongehinderd suiker aan biermost toevoegen, nadat

dezes omvang en dichtheid werd nagegaan; die toevoeging kan ten allen tijde geschieden, niet alleen ter brouwerij, maar overal elders, nadat het bier uit de brouwerij komt, hetzij in de magazijnen der bierstekers, hetzij in den kelder der herbergiers; dat ware dus bedrog in de hand werken.

Men weet, dat de wetenschap nog niet veroorlooft riet- of beetsuiker te onderscheiden van suiker, voortgebracht door suikerwording van de zetmeelstoffen, in de brouwerij gebruikt.

Al erkent men het gegronde van deze bedenkingen voor het tegenwoordige, toch is het van nut te wijzen op de hooge waarde van suiker als voedingstof van allereerste orde : *zij verwekt veërkracht, de hoofdbron van spierkracht en warmte in het dierlijk gestel*. Die bewoordingen treffen wij aan in eene den 14<sup>en</sup> Maart laatstleden in het landbouwblad *Le Temps* verschenen studie van den heer Grandeau, een vermaard landbouwkundige. Uit deze geleerde studie blijkt, dat suiker niet meer enkel dient beschouwd als toespis, maar wel als hoofdzakelijk behoorende tot eene redematige voeding. De veelvuldige afdoende proefnemingen, opgeteekend in den zeer volledigen arbeid van den heer Grandeau, waarnaar wij verwijzen, doen de uitwerkselen blijken van 't gebruik van suiker, op de duidelijkste wijze waargenomen bij de voeding van soldaten, bergenbeklimmers, wielrijders, en bewijzen dat al wie veel kracht moet verspelen, in suiker eene onschatbare bron van krachtverwekking aantreft. Dit zegt genoeg, waarom het noodig is den prijs te verlagen, opdat de volksklassen, zij vooral die er behoefte aan hebben, suiker zouden kunnen verbruiken. 't Ware te wenschen, dat er ten minste eerlang proeven werden genomen bij de voeding der Belgische soldaten, zooals reeds in andere landen geschiedde.

\* \* \*

De overeenkomst, waarvoor de goedkeuring van de Kamers wordt gevraagd, verdeelt de verdragsluitenden in landen die uitvoeren en in niet uitvoerende. Voor eerstbedoelde, schaft zij alle zoo recht- als onrechtstreeksche premiën af, zooals zij in artikel één zijn omschreven, en bepaalt daarvoor op 6 frank per 100 kilo geraffineerde suiker het maximum van de toegelaten bijbelasting. Die bijbelasting is hoog genoeg om de voortbrengers de inlandsche markt huns lands te laten behouden, en te gering om aanleiding te kunnen geven tot premiën, van aard om vrije internationale mededinging te verhinderen. Wat laatstbedoelden betreft, zoolang zij niet uitvoeren, mogen zij de voordeelen, aan hunne voortbrenging verleend, naar willekeur regelen.

Als maatregel om de toepassing van deze bepalingen te verzekeren, verbinden dezelfde Hooge verdragsluitende Partijen zich bij den invoer in hun grondgebied een bijzonder recht te heffen, gelijk aan de premiën die zij genoten, op alle suiker herkomstig uit landen die premiën zouden verleen en aan voortbrenging of uitvoer.

In de Commissie zegde een lid, dat dit bijzonder recht inbreuk maakt op het beginsel van eenzijdigen vrijhandel, krachtens hetwelk iedere Staat het recht heeft de prijsverminderingen te genieten, die de verbruikers zouden hebben uit hoofde van de premiën, door andere landen toegestaan. Doch er

dient opgemerkt, dat juist het bij overeenkomst vaststellen van dit mogelijk bijzonder recht de onderteekenende Staten veroorloofde toe te stemmen in volkomen intrekking hunner premiën, welke intrekking zij blijkbaar niet hadden aangenomen, waren zij er niet zeker van geweest, dat hun uitvoer bij de medeonderteekenaars geene mededinging zouden ontmoeten, die elders door premiën ongelijk zou gemaakt zijn.

Bij het onderzoek der andere artikelen, achtte hetzelfde lid het noodig de internationale markt uit te breiden, door zooveel mogelijk de Overeenkomst te doen toetreden door de landen die er buiten bleven, en in dien zin vroeg hij of paragraaf 4 van artikel 9, dat voor die latere toetreding het oordeel eischt van de bestendige Commissie, de toepassing der Overeenkomst niet, in strijd met haar doel, beperken zou.

Tijdens de bespreking, door deze opmerking uitgelokt, werd erkend, dat al de onderteekenaars natuurlijk verlangen zooveel landen voor de Overeenkomst bij te winnen als mogelijk is, en er hunne wetten naar te regelen; welnu, de tusschenkomst der bestendige Commissie strekt juist om die overeenstemming te onderzoeken, want zij is een noodzakelijk voorafgaand beding om allen den waarborg van eene eerlijke toepassing te verschaffen.

\* \* \*

De suikernijverheid beleeft eene erge crisis, die eene mindere voortbrenging vergt; hoe langer die vermindering wordt uitgesteld, hoe langer de crisis zal duren. De Belgische afgevaardigden ter Conferentie beproefden te vergeefs om reeds dit loopende jaar een algemeen vergelijk te sluiten, ten einde tot dien uitslag te geraken; dus blijft er niets anders over, dan te wachten tot de drukking zelve van de crisis het evenwicht herstelt.

Kortom, de Overeenkomst is eene verstandige gezamenlijke daad, verwezenlijkt ondanks het ingewikkelde van een der lastigste internationale vraagstukken, die de Staten ooit hadden op te lossen; zij doet de suikervoortbrenging onder de toepassing van 't gewoon recht vallen en onttrekt aldus aan gestadige stoornis de groote belangen van landbouw en nijverheid; zij zal de kunstmatige aanprikkelingen doen ophouden, welke in de laatste jaren de voortbrenging buiten alle palen dreven; zij zal eene aanzienlijke vermindering verzekeren van de fiskale lasten, die op de suiker drukken en bijgevolg, door prijsverlaging, het verbruik ruimschoots uitbreiden, ten voordeele van de arbeidende standen, voor welke suiker thans nog een voorwerp van weelde is; zij verschaft België eene oplossing overeenkomstig de wenschen zijner voortbrengers en geeft hun in de internationale mededinging deze gelijkheid, welke zij hoegenaamd niet te duchten hebben; het land zal daardoor, zonder eenige opoffering voor de Schatkist, eene verlaging van lasten erlangen, ten gevolge van de tot 15 frank verminderde rechten, wat overeenkomt met nagenoeg twintig millioen frank per jaar. Met den achtbaren Voorzitter der Conferentie herhalen wij, dat het aldus verwezenlijkt werk van internationale solidariteit vooral een vredeswerk is; het zal tot voorbeeld dienen en wellicht den weg openen voor andere vredelievende uittingen op huishoudkundig en maatschappelijk gebied. Ten slotte voegen wij er bij, dat

de gewichtige, aldus tot stand gebrachte akte, in de geschiedenis eenen gedenkwaardigen datum zal dragen, ter eere van de Belgische Regeering, die er het meest toe bijdroeg, en van het Belgisch Parlement, wellicht het eerste dat ze bekrachtigen zal. België mag er met recht fier op zijn.

Onder de hierboven vermelde voorbehoudingen, vereenigt de Commissie zich met den wensch der Regeering, dat de Kamer eerlang het wetsontwerp zou onderzoeken. Bij eenparigheid harer leden, keurt de Commissie het goed.

*De Secretaris,*  
BEAUDUIN.

*De Voorzitter,*  
NERINCX.

